

<http://www.ujfp.org/spip.php?article6318>



Le TPI met en garde les dirigeants israéliens à propos des meurtres à Gaza

- Pour comprendre - En Israël-Palestine - Gaza -



Date de mise en ligne : mardi 17 avril 2018

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Ali Abunimah - 8 avril 2018

Le Tribunal Criminel International a émis un avertissement sans précédent selon lequel les dirigeants israéliens peuvent avoir à subir un procès pour le meurtre de manifestants palestiniens non armés dans la Bande de Gaza.

« Depuis le 30 mars 2018, au moins 27 Palestiniens ont été déclarés tués par les Forces de Défense Israéliennes, alors que plus mille autres ont été blessés, dont beaucoup à la suite de tirs à balles réelles et de balles enrobées de caoutchouc », a déclaré dimanche Fatou Bensouda, procureure générale du TPI.



Des journalistes palestiniennes tiennent des photos de leur collègue Yaser Murtaja, qui a été touché mortellement par une sniper israélien deux jours plus tôt, lors d'une manifestation contre les attaques israéliennes sur les journalistes, le 8 avril dans la ville de Rafah au sud de la Bande de Gaza. (Ashraf Amra / APA images)

« La violence contre des civils - dans une situation telle que celle qui prévaut à Gaza - pourrait constituer des crimes selon le Statut de Rome du Tribunal Pénal International, de même que l'utilisation de la présence de civils dans le but de couvrir des activités militaires », a dit Bensouda.

Statement of [#ICC](#) Prosecutor [#FatouBensouda](#) regarding the worsening situation in Gaza : " The resort to violence must stop" <https://t.co/npthwrsQrf>

â€" Int'l Criminal Court (@IntlCrimCourt) [8 avril 2018](#)

« Toute personne qui incite ou s'engage dans des actes de violence, y compris en ordonnant, sollicitant, encourageant ou contribuant de toute autre façon à la commission de crimes dans le cadre de la juridiction du TPI, est passible de poursuites devant le tribunal », a ajouté Bensouda.

Le TPI met en garde les dirigeants israéliens à propos des meurtres à Gaza

La référence de Bensouda à l'utilisation de civils pour « couvrir des activités militaires » ressemble à une reconnaissance de la prétention d'Israël comme quoi les rassemblements massifs de la Grande Marche du Retour organisés par les Palestiniens ces deux derniers vendredis le long de la frontière de Gaza avec Israël seraient un stratagème du Hamas pour couvrir des « activités terroristes ».

Cependant, comme l'a déterminé une enquête de Human Rights Watch et comme l'ont confirmé les observations d'un journaliste, il n'y a rien eu qui ressemble à des « activités militaires » de la part des Palestiniens qui participaient à ces manifestations.

Ces rassemblements festivaliers ont fait sortir des milliers de personnes qui réclamaient la fin du blocus israélien sur Gaza et le droit au retour des réfugiés.

Over the course of several hours at the [#Gaza](#) border today and Thurs, I haven't seen any protesters with guns or Molotov cocktails.

I've seen a tiny handful - single digits among thousands of young men - with axes, knives or heavy shears for cutting the fence.

â€” Raf Sanchez (@rafsanchez) [6 avril 2018](#)

On n'a signalé aucun blessé israélien à l'occasion des manifestations palestiniennes à Gaza.

Mais ce qui ne fait aucun doute, c'est que les dirigeants israéliens ont ordonné de prendre pour cible les manifestants civils non armés dans ce que Human Rights Watch a appelé des meurtres « calculés » de personnes qui ne représentaient strictement aucune menace.

HRW's [@OmarSShakil](#) : "The Israeli forces treated the buffer zone as the "free-fire zone"
[#GazaReturnMarch](#) <https://t.co/FSkMibDsEp> pic.twitter.com/rsLGSGvEp5

â€” Carbonated.TV (@CarbonatedTV) [7 avril 2018](#)

Trois de ceux qui ont été tués étaient des enfants.

Our investigation confirms Israeli forces killed 13-year-old Hussein Mohammad Adnan Madi in Gaza yesterday around 4 pm local time. He sustained a gunshot wound to the abdomen & was later pronounced dead at Shifa hospital. [#GazaReturnMarch](#) pic.twitter.com/TJfsnVqvU3

â€” Defense for Children (@DCIPalestine) [7 avril 2018](#)

Yesterday, Israeli forces shot & killed 15-year-old Aladdin Yahia Ismail Zamili in Gaza around 6 pm local time. He sustained a gunshot wound to the neck and was later pronounced dead at Youssef Al-Najjar hospital in Rafah. [#GazaReturnMarch pic.twitter.com/xJb918JeMa](#)

â€” Defense for Children (@DCIPalestine) [7 avril 2018](#)

Israeli forces shot dead Ibrahim Abu Sha'er on March 30. [@DCIPalestine](#) investigations confirmed he was 17 years old when he was killed, not 22 years as reported by news media. Under international law, any person below 18 years is considered a child. [#GazaReturnMarch pic.twitter.com/G9j6kILNQk](#)

â€” Defense for Children (@DCIPalestine) [6 avril 2018](#)

Le TPI met en garde les dirigeants israéliens à propos des meurtres à Gaza

En amont de ces manifestations de vendredi, l'association de défense des droits de l'Homme B'Tselem avait prévenu les soldats qu'ils seraient susceptibles de commettre des crimes s'ils obéissaient aux ordres « manifestement illégaux » de tirer sur des civils non armés.

Yesterday, yet again, the Israeli military used lethal force with no justification in Gaza. Shooting live ammunition at unarmed protesters who pose no threat is immoral, and a command ordering it is manifestly illegal. Israeli policy makers must change these orders immediately.

â€” B'Tselem ÑæÜÝ (*3JDE (@btselem) [7 avril 2018](#)

We reiterate our appeal to Israeli soldiers to refuse to abide by patently unlawful orders to use lethal force against unarmed protesters in Gaza. The dangerous assertions made by Minister Lieberman, implying Gazan protesters are legitimate target, evince disdain for basic morals <https://t.co/F9ZlxcdP6S>

â€” B'Tselem ÑæÜÝ (*3JDE (@btselem) [8 avril 2018](#)

Les snipers israéliens postés le long de la frontière avec Gaza ont tué vendredi neuf Palestiniens.

Rompant avec la position de l'Union Européenne, qui continue de refuser de condamner les actions d'Israël, samedi, la France a condamné les « tirs sans distinction » contre les civils Palestiniens à Gaza.

Territoires palestiniens - bande de Gaza

9 morts et plusieurs centaines de blessés causés par la répression des manifestations. La France réproûve à nouveau les tirs indiscriminés de l'armée israélienne. La lumière doit être faite sur ces graves événements.

<https://t.co/xaax1Y9N5o>

â€” France Diplomatieë÷ (@francediplo) [7 avril 2018](#)

Mais en dépit de ces avertissements, les dirigeants israéliens ont refusé de modifier leurs ordres de tir à balles réelles et ont à plusieurs reprises félicité leurs soldats pour ce carnage.

"I think the division and the forces of the Southern Command fulfilled their mission in an impressive way." - Maj. Gen. Eyal Zamir, Commanding Officer of the Southern Command <pic.twitter.com/vIZMffPybY>

â€” IDF (@IDFSpokesperson) [6 avril 2018](#)

Re : killing of 31 Palestinians & wounding of more than 1,000 from live fire in Gaza [#GreatReturnMarch](#) : Israeli army (women) scouts say they have "followed every 'terrorist' for 5 hours before deciding to shoot him" <https://t.co/8BHAYUZf8q>

â€" Asaf Ronel (@AsafRonel) [7 avril 2018](#)

Le TPI met en garde les dirigeants israéliens à propos des meurtres à Gaza

Dimanche, le ministre de la Défense Avigdor Lieberman a effectivement déclaré que les deux millions de résidents de Gaza sont tous des cibles légitimes, disant aux médias israéliens que « dans la manifestation du terrorisme, il n'y avait pas de civils innocents, qu'ils étaient tous membres du Hamas ».

Selon The Times of Israel, Lieberman « a expliqué plus tard qu'il avait utilisé le mot hébreu tamim, pas pour signifier 'innocent', mais 'naïf' ».

Qu'il soit revenu sur ce commentaire n'est pas surprenant puisqu'on peut utiliser ce genre de déclaration comme preuve d'intention dans n'importe quel tribunal pénal international.

Lieberman avait rejeté les demandes d'enquête sur le meurtre du journaliste Yaser Murtaja qui a été mortellement touché vendredi alors qu'il portait une veste clairement marquée du mot « Presse ».

« Nous avons vu des dizaines de cas de militants du Hamas déguisés en infirmiers et journalistes », a prétendu Lieberman.

« Nous avons également vu un journaliste approcher de la frontière et lancer un drone, nous ne prenons pas de risques dans ces cas là », a-t-il ajouté, affirmation sur laquelle l'armée israélienne n'a trouvé aucune preuve pour l'étayer.

Oh & [@IDFSpokesperson](#) has a new reason why a sniper killed journalist Yaser Murtaja : he was activating a drone.
BTW, not that it should be a capital offence, but all eye witnesses of the moment he was shot say he wasn't activating any drone <https://t.co/ekVFns7Ntl>

â€” Asaf Ronel (@AsafRonel) [8 avril 2018](#)

Israeli Forces Continue to Target Journalists Despite "PRESS"-Marked Vests [#Gaza #GreatMarchOfReturn](#)
<https://t.co/HEK9fgzmdJ> pic.twitter.com/WlJlw4fsNM

â€” Al Mezan Center (@AlMezanCenter) [9 avril 2018](#)

Head of Reporters Without Borders says death of Gaza journalist shot by Israel was "deliberate"
<https://t.co/meyatCovXw>

â€” Joe (@joedyke) [7 avril 2018](#)

Dans les rassemblements de la semaine d'avant le meurtre de Murtaja, les forces israéliennes ont blessé 10 journalistes, dont plusieurs à balles réelles, selon le Comité de Protection des Journalistes.

Le TPI met en garde les dirigeants israéliens à propos des meurtres à Gaza

En dépit des objections de Lieberman, dimanche l'armée israélienne a nommé l'un de ses propres généraux pour enquêter sur ses actions qui ont provoqué la mort de Palestiniens de Gaza, dont Murtaja .

Mais ces sortes d'auto-enquêtes n'ont historiquement été rien de plus que des entreprises de blanchiment qui ont servi à maintenir l'impunité d'Israël et à décourager l'enquête du TPI.

C'est pourquoi la déclaration de la procureure du TPI comporte une signification particulière puisque le tribunal international n'est invité à intervenir que lorsque les autorités judiciaires nationales sont réticentes ou incapables de réaliser de procédures authentiques.

Dans sa déclaration de dimanche, Bensouda a fait remarquer que « la situation en Palestine est sous examen préliminaire effectué par mon bureau ». C'est la procédure par laquelle le procureur décide d'ouvrir ou non une enquête officielle qui pourrait conduire à des inculpations.

Mais cet examen préliminaire illimité dure depuis des années avec Bensouda qui semble traîner des pieds.

Dans une affaire liée à l'attaque israélienne de 2010 sur la flottille pour Gaza, Bensouda a reconnu que les forces israéliennes avaient vraisemblablement commis des crimes de guerre dans les eaux internationales, mais elle a néanmoins refusé d'ouvrir une enquête officielle.

Les avocats des familles des victimes de l'assaut des commandos israéliens sur le Mavi Marmara ont accusé le bureau de Bensouda de « faire tout son possible pour échapper à l'obligation de lancer toute véritable enquête au niveau international, sachant très bien que les autorités nationales [israéliennes] ne mènent pas d'enquête sur ces crimes ».

Depuis sa création, le TPI a perdu beaucoup de sa crédibilité en ne poursuivant que des Africains, en dépit du fait que le Statut de Rome de 1998 demande au tribunal de « mettre fin à l'impunité » pour les crimes les plus graves, quel qu'en soit l'auteur.

Les Palestiniens ont projeté d'autres rassemblements de masse à Gaza dans les semaines qui conduisent au Jour de la Nakba - commémoration annuelle le 15 mai du nettoyage ethnique de la Palestine en 1948.

Reste à voir si la mise en garde faite par Bensouda détournera les dirigeants israéliens d'un nouveau carnage et si le tribunal va enfin agir pour mettre fin à l'impunité dont Israël jouit depuis des décennies.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)